

# Élections 2008

## Votez pour l'action contre le sida

---



### En cause : les lieux d'injection supervisée (LIS)

Un lieu d'injection supervisée (LIS) – comme le renommé Insite, à Vancouver – est un centre de santé qui fournit un endroit sûr et supervisé où les personnes ayant une dépendance peuvent obtenir des seringues neuves et s'injecter leur drogue. Des professionnels de la santé veillent à y prévenir le partage de seringues et interviennent en cas de surdose. Les LIS offrent aussi d'autres soins de santé et des références à des services connexes.

La controverse entourant l'Insite, dans le Downtown Eastside de Vancouver, a suscité un important débat public. D'autres villes aux prises avec des risques de santé liés à l'injection de drogue envisagent des LIS, à la lumière de l'expérience positive de l'Insite et de programmes semblables dans plusieurs autres pays.

#### Le besoin

Le partage de matériel d'injection est une importante cause d'infections par le VIH et par le virus de l'hépatite C (VHC). Des programmes d'échange de seringues contribuent depuis plus de deux décennies à freiner l'épidémie du VIH dans des communautés du Canada et du monde entier.

La pauvreté, l'itinérance et la toxicomanie aiguë peuvent inciter des personnes à partager des seringues ou à s'injecter de façon non sécuritaire. Les LIS donnent une aide cruciale, et souvent salvatrice, aux

personnes des plus marginalisées et qui sont aux prises avec une dépendance.

#### La situation

L'Insite a été le premier LIS à fonctionner grâce à une exemption des lois du Canada sur les drogues. Il existe 49 LIS à travers l'Europe, en Australie, et un au Canada. Les autres villes canadiennes qui envisagent des LIS n'ont pas encore obtenu les exemptions nécessaires.

En mai 2008, la Cour suprême de la C.-B. a tranché à l'effet que l'Insite est un service de santé crucial pour les personnes ayant une dépendance. Elle a déterminé que l'accès à un service de santé comme l'Insite est un droit protégé par la *Charte*. Elle a dit qu'il serait inconstitutionnel d'inculper des usagers de l'Insite pour possession de drogue, car cela les priverait d'un service qui aide à prévenir maladie et décès.

Elle a donc accordé à l'Insite l'exemption légale dont il avait besoin pour fonctionner sans risque, puis a avisé le gouvernement fédéral qu'il devrait modifier la loi. Mais celui-ci a porté la décision en appel.

#### Le débat

Les opposants aux LIS prétendent qu'ils encourageraient l'usage de drogue, en dépit de preuves que ce n'est pas le cas.

Ils critiquent la réduction des méfaits comme si l'on devait choisir entre elle et le traitement, alors qu'en réalité les deux sont nécessaires à une approche complète. Prétendre que la réduction des méfaits est une voie de rechange au traitement de la toxicomanie serait comme dire que les premiers soins pourraient remplacer la physiothérapie en cas de fracture à la jambe.

Des années de recherche ont démontré que les LIS réduisent le risque de transmission d'infections, préviennent des décès par surdose et aident les gens à faire des choix plus sains au fil du temps. Ces études ont été publiées dans de prestigieuses revues médicales examinées par des pairs telles que *The Lancet*, le *New England Journal of Medicine* et le *Journal de l'Association médicale canadienne*.

Il y a deux ans, le Canada et tous les États membres des Nations Unies se sont engagés à adopter des mesures efficaces pour prévenir la propagation du VIH, notamment des mesures de réduction des méfaits comme l'accès à des seringues stériles. Les LIS font cela et plus encore.

### **Le choix qu'il vous faut faire**

Votez pour un gouvernement fédéral qui veillera à:

- assurer l'accès à des services de santé éprouvés;
- adopter des politiques publiques fondées sur des données;
- appuyer les villes et provinces qui veulent amorcer des LIS et qui en identifient le besoin pour prévenir maladies et décès;
- ne pas priver de services de santé les personnes les plus vulnérables et qui en ont le plus besoin; et

- empêcher les lois du Canada sur les drogues de nuire à des programmes de santé publique éprouvés.

### **Appuis aux LIS**

Association médicale canadienne  
International AIDS Society  
Organisation mondiale de la santé  
Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA)  
Cour suprême de la C.-B.  
Maire et conseillers municipaux de la Ville de Vancouver  
Vancouver Coastal Health Authority et ses agences de services communautaires  
Département de police de Vancouver  
Associations de marchands du Downtown Eastside de Vancouver  
B.C. Centre for Excellence in HIV/AIDS  
Premier ministre et ministre de la Santé de la C.-B.  
Associations d'infirmières et infirmiers aux quatre coins du Canada  
Syndicats comme le Syndicat canadien de la fonction publique et le Syndicat national des employés et employés généraux et du secteur public

### **Pour en savoir plus**

[www.aidslaw.ca/elections2008](http://www.aidslaw.ca/elections2008)  
[www.aidslaw.ca/droques](http://www.aidslaw.ca/droques)